

BULLETIN

DE LA FÉDÉRATION JURASSIENNE

de l'Association internationale des travailleurs

Paraissant tous les Dimanches.

Abonnements pour le semestre juillet-décembre 1873 :

Pour la Suisse, fr. 4.

Les abonnements pris auprès des bureaux de poste paient une surtaxe de 20 cent.

L'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

Abonnements pour le semestre juillet-décembre 1873 :

Allemagne, fr. 5^o30. — Amérique, fr. 8. — Angleterre, fr. 6^o60. — Belgique, fr. 5^o30. — Espagne, 6^o60. — France, fr. 20. — Hollande, fr. 6^o10. — Italie, fr. 4^o80.

On s'abonne auprès de M. François Floquet, Grande Rue, 143, au Locle (canton de Neuchâtel, Suisse.)

LOCLE, LE 12 OCTOBRE 1873.

Lorsqu'il faut faire appel au sentiment de solidarité de certains ouvriers suisses, et justement de ceux qui seraient le plus en position de faire quelques sacrifices d'argent, ils vous répondent que charité bien ordonnée commence par soi-même ; que c'est folie de s'occuper de ce qui se passe au-delà des frontières ; enfin qu'ils ne donneront jamais rien à personne, parce qu'ils n'auront jamais besoin de rien demander à personne.

Voilà, sans aucune exagération, ce que pensent et disent beaucoup d'ouvriers chez nous ; ne voyant pas plus loin que leur nez, ils ne se font aucune idée de la crise qui les attend dans un délai peut-être bien rapproché, et qui ruinera leur position privilégiée ; ils ne comprennent pas davantage que les travailleurs de tous les pays sont, bon gré mal gré, solidaires les uns des autres ; et que la bonne ou la mauvaise position de la classe ouvrière dans les contrées qui nous avoisinent, influe énormément sur les conditions du travail dans notre propre pays.

Cependant, ces ouvriers ne sont pas ignorants ; ils sont même instruits à la manière bourgeoise. Ils lisent les romans d'Alexandre Dumas et de Paul de Kock ; ils vont au théâtre ; ils sont abonnés au *National suisse* ou au *Bund* ; ils raisonnent très doctement sur Mgr Mermilliod et sur Mgr Lachat, sur la politique de M. Thiers et sur celle de Bismarck. Tout cela ne les empêche pas de se conduire en aveugles quand il s'agit de leurs propres intérêts ; ils ont appris à répéter en perroquets certaines phrases bourgeoises ; mais là se borne leur savoir ; pour eux tout le reste est ténèbres, et leur intelligence est encore aussi endormie que celle d'un enfant.

Ah ! combien sont plus réellement *instruits*,

dans le sens sérieux du mot, ces ouvriers belges dont beaucoup ne savent ni lire ni écrire. Ceux-là n'ont pas ce vernis de culture bourgeoise qui rend si vains les ouvriers dont nous parlions tout à l'heure ; ils ne possèdent pas non plus ces droits politiques tant vantés de nos *citoyens-ouvriers*, ils n'ont pas le suffrage universel. Mais ce qu'ils ont, c'est la conscience vraie et profonde des droits du travailleur, c'est l'esprit d'organisation et de résistance, c'est l'intelligence de la question sociale dans sa réalité révolutionnaire, c'est surtout le sentiment de la solidarité poussé jusqu'au fanatisme. Un appel se fait-il entendre, du fond de l'Allemagne ou de la lointaine Espagne ? l'ouvrier belge n'hésite pas, il sait que partout où le travailleur lutte contre le capital, c'est un frère qu'il faut secourir. Et pourtant, nous le répétons, on ne trouve pas chez eux cette prétendue *instruction* si répandue chez nous ; ainsi, un international du Centre-Hainaut nous racontait dernièrement que, lors de la fondation de la fédération de ce bassin, personne ne savait comment s'y prendre pour écrire une lettre, et qu'on se rassembla une fois plusieurs dimanches de suite pour rédiger en commun une correspondance destinée au journal *l'Internationale*. Un travail persévérant a fait surmonter ces premières difficultés : mais elles n'ont pas empêché de constituer en Belgique l'une des plus solides organisations ouvrières du monde entier.

Est-ce à dire que ceux des ouvriers suisses auxquels nous faisons allusion, doivent désapprendre ce qu'ils savent ? Non, mais ils doivent apprendre ce qu'ils ne savent pas : et ce qu'ils ne savent pas, c'est la pratique de la solidarité. Quand les mauvais jours viendront pour eux — et ils ne sont pas éloignés — toute leur littérature et leur politique ne les avanceront pas d'un pouce dans la solution des difficultés économiques ; et ils regretteront alors, mais trop tard,

d'avoir sacrifié aux futilités du présent les graves intérêts de l'avenir.

Correspondance du Val-de-St-Imier.

Sonvillier, le 7 octobre 1873.

Compagnons rédacteurs,

La Fédération ouvrière du district de Courte-lary continue à marcher sans grandes phrases dans la voie qu'elle s'est tracée : le groupement des ouvriers du district par corps de métiers. Au point de vue de l'organisation, il y a un progrès à constater : les monteurs de boîtes ont constitué leur union de résistance et ont adhéré à la fédération ; le nombre des membres individuels augmente considérablement, et on peut prévoir la constitution prochaine de nouvelles sections dans les métiers non organisés. Parmi les sociétés existantes, trois n'ont pas encore adhéré ; des démarches suivies sont faites auprès d'elles pour qu'elles sortent de leur isolement et agissent solidiairement avec la fédération.

Si le but essentiel de notre fédération est l'organisation en vue de l'avenir, nous marchons cependant fermement dans la voie pratique, non pas à la manière des socialistes de certaine école *pratique* de Genève, mais en nous inspirant de l'idée générale qui doit guider toute action ouvrière sérieuse.

Deux courants se sont manifestés dans la fédération : le premier, préoccupé avant tout de consolider pratiquement notre organisation naissante et de la mettre, dans la mesure du possible, au-dessus des caprices des personnalités ou des fluctuations de l'opinion publique ; le second aspirant surtout à profiter des avantages de l'organisation pour améliorer, également dans la mesure du possible, la condition présente des ouvriers. Ces deux courants, en se complétant l'un l'autre, ont abouti à créer un lien matériel et positif entre les sections fédérées. Le pacte fédératif n'est plus la simple expression du sentiment platonique de solidarité qui doit unir les ouvriers, il est consacré par des institutions pratiques qui engagent matériellement les sections et les adhérents.

Une assemblée générale de toute la fédération aura lieu le 12 courant pour délibérer sur les projets d'organisation des finances et des subsistances, qui ont été élaborés, ensuite des expériences faites depuis quelques mois. Voici les principales dispositions de ces projets fonctionnant déjà, mais dont l'organisation n'a pas encore été définitivement adoptée :

Il est institué une agence financière où les sections et les adhérents peuvent déposer les sommes qu'ils voudront mettre à sa disposition ; au gré des déposants, les dépôts peuvent être transformés en actions de cinq francs et de cinquante francs ; le retrait des sommes déposées peut avoir

lieu, moyennant avertissement de huit jours à l'avance et de quinze si la somme dépasse cent francs ; l'agence financière créditera les institutions commerciales et industrielles de la Fédération, les sections, les adhérents, dans les moments critiques et moyennant des garanties. Toutes les opérations de l'agence financière sont gratuites, c'est-à-dire que l'intérêt au capital est absolument supprimé. L'agence financière dispose déjà en ce moment d'une somme de 2,300 francs.

Le second projet est relatif aux subsistances : Un magasin, propriété collective de la Fédération, est ouvert depuis quelques mois à Saint-Imier, et l'administration fonctionne à la satisfaction générale. Le capital d'opérations est fourni par l'agence financière ; la vente se fait par les membres de la commission, quatre fois par semaine, et il n'est prélevé sur le coût des marchandises que les frais d'administration.

Ce travail d'organisation s'est fait sans bruit ; trois fois seulement le comité central a adressé des appels publics aux indifférents ; dans les ateliers, la propagande individuelle est partout activée et prend un caractère de plus en plus sérieux. Nous pouvons prévoir que dans quelques années, malgré des obstacles puissants et profonds, la classe ouvrière du Val de Saint-Imier aura enfin rompu avec les traditions que lui avait inculquées le monde bourgeois, et qu'elle possédera une organisation propre, capable de coopérer efficacement à l'œuvre générale de l'émancipation complète du travail.

De ce qui précéde, on pourrait conclure que l'idée du salut par la coopération domine dans nos associations ouvrières et que l'idée révolutionnaire a perdu du terrain parmi nous. Qu'on se détrompe ! Nous usons de la coopération, mais sachant bien qu'elle n'est pas un moyen de salut, et si généralement, au sein des sociétés ouvrières, il existe encore une certaine indifférence relativement à l'analyse et au choix des moyens d'émancipation, nous pouvons cependant prévoir que le travail entrepris dans le sein de nos sociétés aboutira non pas à des coopérations bourgeoises, mais à la constitution de groupes d'ouvriers dévoués à la Révolution sociale.

Pour avancer ce travail, il nous paraît du devoir du comité central de s'occuper, durant cet hiver, du côté moral de l'œuvre qui lui incombe ; il peut considérablement aider les cercles d'études sociales et leur faciliter leur tâche en agissant davantage dans le sein des sections en vue de provoquer les discussions de principes, l'étude des questions sociales, et en organisant des conférences populaires.

Il est sérieusement à désirer que le travail dans ce sens se généralise dans les sociétés ouvrières.

Les attaques de la *Tribune du Peuple* n'ont produit aucun effet dans nos sociétés ; les sections internationales du Val de Saint-Imier ont eu un

moment l'intention de répondre, mais à suite des nouveaux articles de la *Tribune* sur les Congrès de Genève, chacun a été suffisamment convaincu que le parti libéral jurassien qui s'intitule « Union démocratique » ne différait en rien de ses devanciers politiques sous le rapport de la mauvaise foi.

Du reste, la *jeunesse libérale* a maintenant ouvert une brèche dans le Grand Conseil de Berne; environ 400 votants sur 1,500 électeurs de la circonscription de Saint-Imier ont désigné pour les représenter dans l'autorité législative du canton, M. Arnold Rossel de Sonvillier, membre fondateur de l'Union démocratique jurassienne.

Au printemps prochain, Délémont et Moutier, qui paraissent être les forteresses du jeune parti libéral jurassien, enverront sans nul doute à leur tour des *jeunes libéraux* au Grand Conseil bergeois; peut-être M. Henri Favre de Moutier y figurera-t-il comme représentant de la classe ouvrière.

Dans ce cas, les socialistes partisans de la protection du travail par l'Etat, pourront essayer de réaliser l'application de leurs principes.

Ce ne sera plus alors une analyse théorique des deux tendances antagonistes, mais l'expérience directe, qui décidera entre eux et nous. Nous verrons ce que produiront les discours et les décrets de ces Messieurs, pour l'émancipation de la classe ouvrière; et en regard on pourra juger de ce que nous aurons su réaliser de notre côté par l'organisation fédérative des corporations ouvrières en dehors de toute tutelle autoritaire et de toute intervention bourgeoise ou gouvernementale.

Les libéraux se plaignent amèrement de l'indifférence qui se manifeste dans les élections politiques; si on avait intérêt à constater la vérité, on reconnaîtrait que cette indifférence n'a pas seulement pour cause l'égoïsme de la masse, mais aussi le dégoût qu'inspirent les politiques de nos jours.

Les ficelles de la politique s'usent tout comme celles de la religion.



Nouvelles de l'Extérieur.

Belgique.

Les nouvelles de la grève des mécaniciens du Centre Hainaut sont bonnes, sauf en ce qui concerne un atelier de Haine-St Pierre. Voici ce qu'un compagnon de ce bassin écrit à l'*Internationale* de Bruxelles :

« Comme nous l'avons annoncé, le nombre des grévistes s'élevait à 1200, lors de la déclaration de la grève. La Société anonyme d'Haine-St Pierre occupait environ 300 ouvriers, qui, quoique tous associés, étaient encore imbûs de la confiance aux bons patrons et aux sauveurs politiques. La grève nous a prouvé combien cette idée est funeste à la classe ouvrière, quand elle est appelée à agir pour la revendication

de ses droits; elle a produit des défections, qui ont forcé les autres ouvriers d'Haine-St Pierre à cesser la lutte sans avoir obtenu gain de cause.

« Restaient encore 900 mécaniciens, travaillant à la Croyère. Parmi ces hommes, on comptait environ 300 ouvriers étrangers, qui, bien que n'étant pas associés, quittèrent immédiatement la localité, s'étant sentis blessés dans leur indépendance, dans leur dignité et dans leurs intérêts.

« Quant aux 600 ouvriers habitant la localité, ils se sont placés en grand nombre à l'étranger et dans les diverses industries du Centre, ainsi que je vous le disais dans ma dernière. Somme toute, il reste aujourd'hui 130 ouvriers inoccupés, et le nombre diminue chaque jour; pour peu que la grève dure encore, elle durera alors toujours pour le patron, car un fait remarquable entre tous, c'est qu'à la Croyère, on embauchait régulièrement cinquante ouvriers par semaine, et que depuis la grève personne ne se présente.

« Nous sommes curieux de savoir si, lorsque les grévistes se seront replacés, ceux-là qui se sont amusés à les calomnier, à les traiter de fainéants et toutes autres épithètes du même goût, nous désirerions savoir, disons-nous, s'ils quitteront la plume pour prendre le compas et le marteau, comme les mécaniciens ont quitté ces outils pour prendre le pic et la pioche. Nous sommes convaincus du contraire, et c'est ce qui nous fait dire que la situation nous est favorable.

« Nous savons aussi que ces mannequins d'employés et de patrons n'ont qu'une conviction, c'est de faire rentrer le plus de bénéfices possible dans leur caisse, et ce ne serait certainement pas là un moyen, car il leur manque encore autre chose que les capacités pour être à la hauteur de remplacer les ouvriers. »

Portugal.

Nous trouvons dans les journaux espagnols la circulaire suivante, publiée par la fédération portugaise :

Association internationale des travailleurs.

Conseil régional portugais.

Circulaire à toutes les Fédérations régionales et locales de l'Association internationale des travailleurs et aux sociétés ouvrières.

Compagnons,

La Fédération portugaise de l'Association internationale des travailleurs vient de se constituer d'une manière définitive. Trois fédérations locales régulièrement organisées ont nommé leurs représentants au Conseil régional, qui vous fait part de sa constitution et vous envoie un salut fraternel, convaincu que les liens d'amitié qui nous unissent se resserreront toujours davantage.

Compagnons : Pour le triomphe de la grande révolution des prolétaires, il est nécessaire que nous nous unissions tous et que nous marchions comme un seul homme, mûs par le même désir, guidés par la même bannière; il est nécessaire que nous ne perdions pas nos forces en nous injuriant mutuellement, lorsque la bourgeoisie cherche les moyens de nous anéantir.

Et vous tous, ouvriers, que le désir ardent de l'émancipation conduira bientôt dans nos rangs, nous vous saluons; chaque fois que la Vérité, la Justice et la Morale seront vos guides, vous nous trouverez à vos côtés.

Ouvriers du monde entier,

Vive l'Association internationale des travailleurs !
Lisbonne, 17 septembre 1873.

Au nom et par ordre du Conseil régional portugais :

Le Secrétaire-général,

AZEDO GNECCO.

Calçada de Sant' Anna, 147, 2^o, Lisbonne.

Italie.

Le *Risveglio* annonce que les sections de Livourne, de Pise, de Poggibonsi, de Sienne, ainsi que les sociétés des mécaniciens et des tailleurs de Florence, ont donné leur adhésion à la convocation d'un Congrès toscan.

Nous avons reçu les premiers numéros du *Povero* (*le Pauvre*), journal socialiste paraissant à Palerme, en Sicile. Nous lui souhaitons cordialement la bienvenue.

Espagne.

L'alcade *libéral* de Puerto de Santa Maria a imposé une amende de 100 réaux à tous les propriétaires de vignes qui emploient pour la vendange des ouvriers maçons.

On pourrait croire que ce digne magistrat a pris une mesure aussi stupide dans le but de protéger les travailleurs des champs contre la concurrence; mais il n'en est rien. La raison qu'il a donnée, c'est qu'il n'a pas pu trouver de maçons qui voulussent se contenter du salaire insuffisant qu'il leur offrait pour la construction d'une halle pour le marché public.

Un des internationaux emprisonnés à San Lucar de Barremeda s'est vu en danger de périr étouffé par les mains de son brutal geôlier, nommé Juan Porras, et cela pour l'énorme crime de n'avoir pas voulu assister à la messe.

Est-ce les républicains fédéraux ont déjà rétabli l'inquisition pour donner satisfaction aux carlistes?

Nouvelle-Calédonie.

Une lettre reçue tout récemment par un membre de la Fédération jurassienne contient de nouveaux détails sur la manière barbare dont sont traités les déportés de la Commune. Nous en extrayons le passage suivant :

« Il vient d'arriver à la presqu'île Ducos (où sont les condamnés à la déportation dans une enceinte fortifiée) deux de nos amis venant de l'île Nou, qui est le lieu de détention pour les condamnés aux travaux forcés. Ce sont les citoyens Grélier et Juhol, qui sont commués; ils nous ont donné des détails navrants sur les souffrances de nos frères de l'île Nou.

« C'est ainsi que Roque (ex-maire de Puteaux, condamné aux travaux forcés à perpétuité pour n'avoir pas aidé les Versaillais dans la journée du 3 avril 1871) est resté huit mois à travailler sans chemise, au pain et à l'eau, par la chaleur atroce qu'il fait dans ce pays maudit.

« Urbain, ex-membre de la Commune, a un surveillant continuellement derrière lui, qui le pique avec une baguette en lui disant: Marche donc, brigand, canaille!

« De telles souffrances ne doivent pas rester inconnues.... »

On sait que Verdure, ancien membre de la Commune, est mort récemment à la presqu'île Ducos, tué par le climat et les privations. D'après la lettre que nous citons, Paschal Grousset a prononcé sur la tombe de Verdure un émouvant discours, qu'il a terminé ainsi: « Celui que nous venons d'accompagner est mort de la déportation, cette peine de mort déguisée que Pierre Leroux appela avec raison la guillotine sèche. Que nos souffrances, que nos deuils ne nous découragent pas! Ce sont les martyrs qui fondent les ères nouvelles. Un jour la cause pour laquelle nous souffrons, pour laquelle nous mourons, triomphera. Soyons et restons dignes d'elle. »

Il est bon de rappeler de temps en temps à l'Europe qui les oublie déjà, ces victimes de la férocité bourgeois qui expient dans les bagnes de l'Océanie le crime d'avoir combattu pour la liberté et l'égalité.

Fédération jurassienne.

La Section de la Chaux-de-Fonds a envoyé au Comité fédéral fr. 15 comme premier versement pour les grévistes du Centre-Hainaut.

La section des graveurs et guillocheurs du Locle a voté 50 fr. pour le même objet.

Une souscription a été organisée à Genève en faveur des grévistes du Centre-Hainaut, par l'initiative de la Section de propagande socialiste.

La corporation des bijoutiers a envoyé 500 francs.

A Neuchâtel, au Locle, à Porrentruy, et dans toutes les Sections de la Fédération jurassienne, une souscription permanente est ouverte en faveur de la grève du Centre-Hainaut.

On nous écrit de Neuchâtel :

« M. Thiers a terminé son voyage en Suisse par une courte halte dans la gare de notre ville, et quelques admirateurs se sont empressés d'aller lui porter leurs hommages. Cette petite fête de famille a malheureusement été troublée d'une manière assez désagréable pour l'auguste visiteur. Une Parisienne, Mme D., femme d'un membre de notre section, se trouvait par hasard à la gare; à la vue de l'homme qui avait fait verser tant de sang dans Paris, et qui recevait en ce moment les congratulations de ses courtisans, les scènes d'horreur de mai 1871, auxquelles elle avait assisté, repasèrent devant ses yeux; et poussée par un sentiment irrésistible qui lui fit vaincre sa timidité naturelle, elle s'écria à haute voix : *Vive la Commune! Vivent les fédérés! A bas l'assassin de Versailles.*

« A cette exclamatio inattendue, M. Thiers perdit contenance et remonta précipitamment dans son wagon d'où il ne sortit plus. Quant à Madame D., elle s'éloigna, ne voulant pas devenir l'occasion d'une scène de tumulte. Et là-dessus, un des compères qui avaient organisé la petite ovation versaillaise s'empressa d'écrire au *Journal de Genève*: « que M. Thiers avait été grossièrement insulté à la gare de Neuchâtel par une pétroleuse! »

« Pour nous, nous sommes heureux qu'après toutes les platiades dont la Suisse a donné le spectacle à l'occasion de M. Thiers, la conscience d'une femme ait fait entendre au dernier moment cette protestation contre le bourreau du prolétariat parisien. »

Petite correspondance.

Reçu du compagnon J. à Cernier 1 franc pour les grévistes du Centre-Hainaut.

Reçu de quatre Parisiennes, par le compagnon D. à Neuchâtel, 10 fr. pour le même objet.

Avis.

Ceux des abonnés du *Bulletin* qui ne font pas partie d'une Section et qui désirent souscrire pour la grève des mécaniciens du Centre-Hainaut, peuvent envoyer leurs dons soit au Conseil fédéral belge (adresse: Laurent Verrycken, rue Haute, 127, Bruxelles), soit au secrétaire de la fédération du Centre-Hainaut, (adresse: F. Cornet, mécanicien, à Fayt-lez-Manage, province de Hainaut, Belgique), soit au Comité fédéral jurassien (adresse: L. Pindy, Atelier coopératif des graveurs et guillocheurs, au Locle).

SUPPLÉMENT au Bulletin de la Fédération jurassienne du 12 Octobre 1873.

Deux lettres de Bakounine.

Le compagnon Bakounine, membre de la Fédération jurassienne, a adressé au *Journal de Genève* la lettre suivante, en réponse aux stupides mensonges d'un journaliste parisien qui prétendait que Bakounine s'était vanté à lui d'être l'unique auteur des dernières insurrections espagnoles :

Messieurs,

Il n'est guère dans mes habitudes de répondre aux injures et aux calomnies des journaux. J'aurais eu trop à faire vraiment, si j'avais voulu relever toutes les sottises que, depuis 1869 surtout, on s'est plu à débiter sur mon compte.

Parmi mes calomniateurs les plus acharnés, à côté des agents du gouvernement russe, je place naturellement M. Marx, le chef des communistes allemands, qui, sans doute à cause de son triple caractère de communiste, d'Allemand et de Juif, m'a pris en haine, et qui, tout en prétendant nourrir également une grande haine contre le gouvernement russe, à mon égard du moins, n'a jamais manqué d'agir en pleine harmonie avec lui. Pour me noircir aux yeux du public, M. Marx n'a pas eu seulement recours aux organes d'une presse par trop complaisante, il s'est servi des correspondances intimes, des comités, des conférences et des congrès mêmes de l'Internationale, n'hésitant pas à faire de cette belle et grande Association, qu'il avait contribué à fonder, un instrument de ses vengeances personnelles.

Aujourd'hui même on m'annonce l'apparition d'une brochure sous ce titre : « *L'Internationale et l'Alliance*. » C'est, dit-on, le rapport de la commission d'enquête nommée par le congrès de la Haye.

Qui ne sait aujourd'hui que ce congrès ne fut rien qu'une falsification marxiste, et que cette commission, dans laquelle siégeaient deux mouchards (Dentraygue et Van Heddeghem) prit des résolutions qu'elle déclara elle-même être incapable de motiver, en demandant au congrès un vote de confiance ; le seul membre honnête de la commission protesta énergiquement contre ces conclusions à la fois odieuses et ridicules, dans un rapport de minorité.

Peu satisfait de la maladresse de ses agents, M. Marx a pris la peine de rédiger lui-même un nouveau rapport, qu'il publie aujourd'hui avec sa signature et celle de quelques-uns de ses affidés.

Cette nouvelle brochure, me dit-on, est une dénonciation formelle, une dénonciation de gendarme contre une société connue sous le nom de l'*Alliance*. Entraîné par sa haine furieuse, M. Marx n'a pas craint de s'appliquer à lui-même un soufflet, en assumant publiquement le rôle d'un agent de police délateur et calomniateur. C'est son affaire, et puisque ce métier lui convient, qu'il le fasse. Et ce n'est point pour lui répondre que je ferai exception à la loi de silence que je me suis imposée.

Aujourd'hui, toutefois, Messieurs, je crois devoir faire cette exception pour repousser des mensonges, ou pour parler un langage plus parlementaire, des erreurs qui se sont glissées dans les colonnes de votre journal.

Dans votre numéro du 14 septembre, qu'il m'a été impossible de me procurer, vous avez reproduit, me dit-on, la correspondance d'une feuille de Paris, la *Liberté* ou le *Journal des Débats*, dans laquelle un monsieur anonyme affirme effrontément m'avoir entendu avouer, que dis-je, me vanter d'avoir été la cause de toutes les convulsions révolutionnaires qui agitent l'Espagne. C'est tout simplement stupide ! Autant vaudrait dire que j'ai causé toutes les tempêtes qui dans le courant de cette année ont désolé l'océan et la terre.

A force de me calomnier, ces messieurs finiront par me déifier.

Ai-je besoin de vous assurer que je n'ai jamais tenu

de propos pareils ? Je suis même certain de n'avoir jamais rencontré ce monsieur et je le défie de se nommer et de désigner même le jour et le lieu où nous nous serions rencontrés.

Mais vous-mêmes, Messieurs, dans le numéro du 19 de votre journal, vous m'attribuez des écrits à la publication desquels je suis étranger.

Aussi me permettrai-je de vous adresser une prière que votre justice ne saurait repousser. Une autre fois, quand vous voudrez m'accorder l'honneur de vos attaques, ne m'accusez plus que pour des écrits qui sont signés de mon nom.

Vous l'avouerai-je, tout cela m'a profondément dégoûté de la vie publique. J'en ai assez, et après avoir passé toute ma vie dans la lutte, j'en suis las. J'ai soixante ans passés, et une maladie de cœur, qui empire avec l'âge, me rend l'existence de plus en plus difficile. Que d'autres plus jeunes se mettent à l'œuvre ; quant à moi, je ne me sens plus ni la force, ni peut-être aussi la confiance nécessaires pour rouler plus longtemps la pierre de Sisyphe contre la réaction partout triomphante. Je me retire donc de la lice, et je ne demande à mes chers contemporains qu'une seule chose, l'oubli.

Désormais je ne troublerai plus le repos de personne ; qu'on me laisse tranquille à mon tour.

Ai-je trop présumé de votre justice, messieurs, en espérant que vous ne refuserez pas l'insertion de cette lettre ?

Michel BAKOUNINE.

De son côté, le Comité fédéral jurassien a reçu du compagnon Bakounine la lettre ci-dessous, que ce Comité a décidé de publier dans le *Bulletin* ; les attaques dont notre Fédération a été l'objet parce qu'elle a cru devoir maintenir à Bakounine sa qualité de membre de l'Internationale après le Congrès de la Haye, ayant été publiques, il est nécessaire que le dénouement de cette longue lutte soit rendu public aussi, afin que chacun puisse apprécier les faits en pleine connaissance de cause. En donnant acte au compagnon Bakounine de la démission qu'il nous adresse par la lettre qu'on va lire, démission motivée par son âge et son état de maladie, nous croyons être l'organe de tous les membres de la Fédération jurassienne en l'assurant que l'estime et l'amitié des internationaux du Jura, auxquels il a rendu d'éminents services, le suivront dans sa retraite.

Voici cette lettre :

Aux Compagnons de la Fédération jurassienne.

Chers compagnons,

Je ne puis ni ne dois quitter la vie publique sans vous adresser un dernier mot de reconnaissance et de sympathie.

Depuis quatre ans et demi à peu près que nous nous connaissons, malgré tous les artifices de nos ennemis communs et les calomnies infâmes qu'ils ont déversées contre moi, vous m'avez gardé votre estime, votre amitié et votre confiance. Vous ne vous êtes pas même laissé intimider par cette dénomination de « Bakouninistes » qu'ils vous avaient jeté à la face, aimant mieux garder l'apparence d'être des hommes dépendants, que la certitude d'avoir été injustes.

Et d'ailleurs vous avez eu toujours et à un si haut degré la conscience de l'indépendance et de la parfaite spontanéité de vos opinions, de vos tendances, de vos actes ; et l'intention perfide de nos adversaires était si transparente, d'un autre côté, que vous n'avez pu traiter leurs insinuations calomnieuses et blessantes autrement qu'avec le plus profond mépris.

Vous l'avez fait, et c'est précisément parce que vous avez eu le courage et la constance de le faire, que

vous venez de remporter aujourd'hui, contre l'intrigue ambitieuse des Marxistes, et au profit de la liberté du prolétariat et de tout l'avenir de l'Internationale, une victoire si complète.

Puissamment secourus par vos frères de l'Italie, de l'Espagne, de la France, de la Belgique, de la Hollande, de l'Angleterre et de l'Amérique, vous avez remis la grande Association internationale des travailleurs sur le chemin dont les tentatives dictatoriales de M. Marx avaient manqué de la faire dévier.

Les deux Congrès qui viennent d'avoir lieu à Genève ont été une démonstration triomphante, décisive, de la justice et en même temps aussi de la puissance de votre cause.

Votre Congrès, celui de la liberté, a réuni dans son sein les délégués de toutes les fédérations principales de l'Europe, moins l'Allemagne ; et il a hautement proclamé et largement établi, ou plutôt confirmé, l'autonomie et la solidarité fraternelle des travailleurs de tous les pays. Le Congrès autoritaire ou Marxiste, composé uniquement d'Allemands et d'ouvriers suisses, qui semblent avoir pris la liberté en dégoût, s'est efforcé vainement de rapiécer la dictature brisée et désormais ridiculisée de M. Marx.

Après avoir lancé beaucoup d'injures à droite et à gauche, comme pour bien constater leur majorité genevoise et allemande, ils ont abouti à un produit hybride qui n'est plus l'autorité intégrale, révée par M. Marx, mais qui est encore moins la liberté, et ils se sont séparés profondément découragés et mécontents d'eux-mêmes et des autres. Ce Congrès a été un enterrement.

Donc votre victoire, la victoire de la liberté et de l'Internationale contre l'intrigue autoritaire, est complète. Hier, alors qu'elle pouvait paraître encore incertaine, quoique pour mon compte, je n'en aie jamais douté. — hier, dis-je, il n'était permis à personne d'abandonner vos rangs. Mais aujourd'hui que cette victoire est devenue un fait accompli, la liberté d'agir selon ses convenances personnelles est rendue à chacun.

Et j'en profite, chers compagnons, pour vous prier de vouloir bien accepter ma démission de membre de la Fédération jurassienne, et de membre de l'Internationale.

Pour en agir ainsi j'ai beaucoup de raisons. Ne croyez pas que ce soit principalement à cause des dégoûts personnels dont j'ai été abreuillé pendant ces dernières années. Je ne dis pas que j'y sois absolument insensible; pourtant je me sentirais encore assez de force pour y résister, si je pensais que ma participation ultérieure à votre travail, à vos luttes, pouvait être de quelque utilité au triomphe de la cause du prolétariat. Mais je ne le pense pas.

Par ma naissance et par ma position personnelle, non sans doute par mes sympathies et mes tendances, je ne suis qu'un bourgeois, et comme tel, je ne saurais faire autre chose parmi vous que de la propagande théorique. Eh bien, j'ai cette conviction que le temps des grands discours théoriques, imprimés ou parlés, est passé. Dans les neuf dernières années, on a développé au sein de l'Internationale plus d'idées qu'il n'en faudrait pour sauver le monde, si les idées seules pouvaient le sauver, et je défie qui que ce soit d'en inventer une nouvelle.

Le temps n'est plus aux idées, il est aux faits et aux actes. Ce qui importe avant tout aujourd'hui, c'est l'organisation des forces du prolétariat. Mais cette organisation doit être l'œuvre du prolétariat lui-même. Si j'étais jeune, je me serais transporté dans un milieu ouvrier, et partageant la vie laborieuse de mes frères, j'aurais également participé avec eux au grand travail de cette organisation nécessaire.

Mais ni mon âge, ni ma santé ne me permettent de le faire. Ils me commandent au contraire la solitude

et le repos. Chaque effort, un voyage de plus ou de moins, devient une affaire très sérieuse pour moi. Au moral je me sens encore assez fort, mais physiquement je me fatigue aussitôt, je ne me sens plus les forces nécessaires pour la lutte. Je ne saurais donc être dans le camp du prolétariat qu'un embarras, non un aide.

Vous voyez bien, chers compagnons, que tout m'oblige à prendre ma démission. Vivant loin de vous et loin de tout le monde, de quelle utilité pourrais-je être pour l'Internationale en général et pour la Fédération jurassienne en particulier ? Votre grande et belle Association, désormais toute militante et toute pratique, ne doit souffrir ni de sinécures, ni de positions honoraires en son sein.

Je me retire donc, chers compagnons, plein de reconnaissance pour vous et de sympathie pour votre grande et sainte cause, — la cause de l'humanité. Je continuerai de suivre avec une anxiété fraternelle tous vos pas, et je saluerai avec bonheur chacun de vos triomphes nouveaux.

Jusqu'à la mort, je serai vôtre.

Mais avant de nous séparer, souffrez que je vous adresse un dernier conseil fraternel. Mes amis, la réaction internationale, dont le centre aujourd'hui n'est pas dans cette pauvre France, burlesquement vouée au Sacré-Cœur, mais en Allemagne, à Berlin, et qui est représentée tout aussi bien par le socialisme de M. Marx que par la diplomatie de M. de Bismark ; cette réaction qui se propose comme but final la germanisation de l'Europe, elle menace de tout engloutir et de tout pervertir à cette heure. Elle a déclaré une guerre à mort à l'Internationale, représentée uniquement aujourd'hui par les Fédérations autonomes et libres. Comme les prolétaires de tous les autres pays, quoique faisant partie d'une république encore libre, vous êtes forcés de la combattre, car elle s'est interposée entre vous et votre but final, l'émancipation du prolétariat du monde entier.

La lutte que vous aurez à soutenir sera terrible. Mais ne vous laissez pas décourager, et sachez que malgré la force matérielle immense de vos adversaires, le triomphe final vous est assuré, pour peu que vous observiez fidèlement ces deux conditions :

1^o Tenez ferme à votre principe de la grande et large liberté populaire, sans laquelle l'égalité et la solidarité elles-mêmes ne seraient que des mensonges.

2^o Organisez toujours davantage la solidarité internationale, pratique, militante des travailleurs de tous les métiers et de tous les pays, et rappelez-vous qu'infiniment faibles comme individus, comme localités ou comme pays isolés, vous trouverez une force immense, irrésistible, dans cette universelle collectivité.

Adieu. Votre frère,

Michel BAKOUNINE.